



Sections Picardie  
& Nord-Pas-de-Calais

## Les rémunérations d'un autre âge des archéologues de l'Inrap

Aujourd'hui, les archéologues de l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (Inrap) des Hauts-de-France ont investi le château royal de Villers-Cotterêts en cours de fouille par leurs collègues dans le cadre des travaux liés au projet présidentiel d'Emmanuel Macron (centre de la francophonie). Ces contractuels de droit public dénoncent leur niveau de rémunération qui date d'un autre âge. Pénalisés déjà car travaillant dans un ministère « pauvre », à travail égal les rémunérations des agents du ministère de la Culture étant les plus basses de tous les ministères, les archéologues de l'Inrap sont passés à côté de tous les dispositifs mis en place ces dernières années pour atténuer ces écarts. Cette situation a fortement été aggravée par le gel du point d'indice et aujourd'hui les indices d'entrée de certaines catégories impliquent une rémunération en dessous du SMIC ce qui oblige la direction à verser des primes de rattrapage pour se conformer à la loi...

Et pourtant les 2000 agents de cet établissement public administratif présentent en moyenne un niveau de diplôme bien plus élevé (bac + 4) que les autres grands établissements du ministère de la Culture. De plus, les archéologues sont confrontés à des conditions de travail qui sont parmi les plus difficiles de ce ministère avec une activité physique importante sur les chantiers de fouille, par tous les temps et pendant souvent pendant de longs mois, avec une pression importante sur les délais d'interventions pour ne pas retarder les projets d'aménagement. Cette pénibilité forte, ce sont les personnels qui en payent le prix fort tous les jours. D'ailleurs, des dizaines d'agents ont été licenciés par la direction de l'institut pour inaptitude totale et définitive à toute fonction depuis plusieurs années. Nous sommes bien loin de l'image d'Épinal de l'archéologue véhiculée par certains films...

Alors que tous les ministères de tutelle de l'Inrap (Culture, Recherche et Bercy) reconnaissent le fort investissement des agents dans leurs missions et leurs efforts dans un contexte concurrentiel difficile et que le décrochage des rémunérations des personnels pose un réel problème (certains agents sont classés dans la catégorie des travailleurs pauvres), la Direction générale des Patrimoines et la direction de l'Inrap traînent la patte dans les négociations en cours avec les organisations syndicales. Après avoir suspendu ces négociations pendant un an, en prétextant la crise sanitaire, elles reviennent autour de la table en ne proposant qu'une solution non détaillée et uniquement basée sur de l'indemnitaire, source de grande inégalité entre les agents.

**Les archéologues de l'Inrap qui ont aujourd'hui la charge de sauvegarder par l'étude et dans des conditions souvent très difficiles, le patrimoine archéologique de notre Nation, méritent bien mieux que ce traitement. C'est à la Ministre de la Culture de s'exprimer clairement sur cette**

situation qui ne peut plus durer et de donner des directives précises à ses services pour faire aboutir au plus vite ces négociations.

Les archéologues de l'Inrap des Hauts-de-France appellent leurs collègues de toute la France à se mobiliser dans les semaines à venir pour qu'enfin cette situation d'injustice prenne fin !

Villers-Cotterêts, le 18 février 2021

